

LE PRADET (Var)**23 ARR PM PERM 093****ARRÊTÉ PERMANENT****PLACES DE STATIONNEMENT POUR VEHICULES DE PERSONNES HANDICAPEES,
RUE MARIE MAURON**

Nous, Hervé STASSINOS, Maire de la commune de Le Pradet, Vice-président de la Métropole Toulon-Provence-Méditerranée, Conseiller Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2212-2, L2212-5, L2213-1 et suivants et L2214-3

VU le Code de la route et notamment ses articles L130-5 et suivants, R130-2, L325-1, L325-2 et suivants, R 325-1 et suivants, R417-11 et suivants

VU le Code Pénal et notamment ses articles R610-5 et 644-2

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,

VU l'arrêté du 6 décembre 2007 relatif au modèle type de dispositif de contrôle de la durée du stationnement urbain,

VU la convention de fourrière liant la Ville de Le Pradet et le garage BOCQUET-DULAC, la décision municipale N°17-DCM-DGS-076 du 26 juin 2017,

VU la demande effectuée par les services techniques de la Ville de Le Pradet,

Considérant qu'il convient de définir et de réglementer des emplacements de stationnement réservés aux véhicules des personnes handicapées, près de l'école provisoire Marcel PAGNOL

ARRÊTONS

Article 1 : Les arrêtés règlementant le stationnement réservé aux véhicules pour les personnes handicapées, rue Marie Mauron, sont abrogés et remplacés par ce dernier.

Article 2 : Il est créé trois emplacements réservés aux véhicules pour les personnes handicapées, entre le 315 et 335 de la rue Marie Mauron.

Article 3 : Seuls les véhicules des personnes handicapées munis d'une Carte Européenne pour Handicapés pourront y stationner.

Article 4 : Les autres véhicules contrevenants aux dispositions seront verbalisés et/ou mis en fourrière aux frais, risques et périls des propriétaires.

Article 5 : Les services de la Police Municipale et Nationale sont chargés d'assurer le contrôle du stationnement.

Article 6 : Les Services Techniques sont chargés de la mise en place de la signalisation réglementaire pour permettre l'application du présent arrêté.

Article 7 : Le présent arrêté sera publié au registre du Maire et un extrait sera affiché au poste de police municipale.

Article 8 : Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Directeur des Services Techniques, Monsieur le Commissaire Divisionnaire chef du District de Toulon, la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la notification et l'exécution du présent arrêté.

Le Maire,

CET ACTE PEUT ETRE CONTESTE

LES VOIES ET DELAIS DE RECOURS

- Le recours contentieux : devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr .

- Le recours gracieux et hiérarchique : devant le Maire

Pour ce dernier recours, l'absence de réponse dans les 2 mois qui suivent la demande équivaut à un refus.